

*L'énergie*

**M. Stanfield:** Ceux qui vivent à l'est de la vallée de l'Ontario devront payer plus cher pour chauffer leur maison, pour conduire leur voiture et leur camion, pour chauffer leurs bureaux et pour approvisionner leurs industries. Certains disent qu'il en sera ainsi partout. Le premier ministre (M. Trudeau) a promis de maintenir les prix dans le reste du Canada. C'est ce qu'il a dit, mais il continuera à importer du pétrole dont le prix est élevé, au prix du marché international dans les provinces de l'Atlantique et au Québec. Cela signifie que non seulement le pétrole coûtera plus cher en termes absolus dans ces régions du Canada, mais il coûtera davantage en termes relatifs comparativement à ce que payeront ceux qui vivent dans cette partie du Canada, actuellement reconnue par le premier ministre et ceux qui l'appuient, comme étant à l'intérieur des frontières de sa politique nationale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je m'inquiète beaucoup du sort de l'Est du Canada, du Québec et des provinces de l'Atlantique. Les libéraux qui siègent en face et, que je sache, ceux qui siègent à ma gauche qui, à mon avis, s'intéressent beaucoup aux problèmes des gens à faible revenu et aux problèmes de l'inégalité régionale, ne semblent pas se rendre compte des implications économiques et du coût social d'une politique qui abandonne les intérêts de l'Est du Canada, une question d'intérêt vital pour ces provinces.

Mais je dois dire, et cela m'intéresse également, que, bien que le gouvernement semble avoir obtenu un nouveau délai, une grâce prolongée due à la charité d'une minorité de la Chambre, il semble en outre avoir retrouvé son arrogance. S'il y a quelque chose de pire que la politique d'État du premier ministre, ce sont les mots qu'il emploie pour la défendre. Non seulement sa politique divise-t-elle le pays, mais ses paroles le diviseront encore davantage. L'attitude qu'il a adoptée à Vancouver le prouve.

**M. Hees:** Quelle attitude!

**M. Stanfield:** Il semble croire que c'est dans l'intérêt de sa politique nationale de diviser l'Est et l'Ouest, de dresser les provinces productrices contre le reste du pays. C'est indiscutablement l'aspect le plus grave de la politique annoncée jeudi dernier par le premier ministre. Mais il y a d'autres graves omissions.

Le premier ministre a dit, jeudi dernier, qu'il serait dans l'intérêt public de favoriser la construction prochaine du pipe-line de la vallée du Mackenzie, pour transporter le gaz de l'Alaska aux marchés des États-Unis et, d'autre part, pour permettre le transport du gaz du grand Nord canadien vers les marchés canadiens. Qu'entend-il par là? Que le gaz canadien transporté par ce pipe-line n'ira qu'à des marchés canadiens? Non. Ce n'est pas cela. Il contourne la question. Il ne veut pas dire qu'il faudra peut-être transporter une bonne partie du gaz canadien au marché des États-Unis si l'on veut que les Américains voient quelque avantage à attendre la réalisation de ce projet et à compter sur cela. Il ne le dit pas parce que cela ne fait pas son affaire.

Il a condensé toute la question des droits des indigènes et de l'environnement en une demi-phrase. Il a omis de dire que les Américains ont surveillé notre façon d'agir dans ce domaine. C'est une des raisons pour lesquelles ils ont refusé l'aménagement d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie et il se peut très bien qu'ils refusent de s'engager du côté d'un gazoduc, à moins que nous ne leur prou-

[M. Stanfield.]

vions que nous sommes prêts à régler la question des indigènes, que nous sommes capables de le faire et de faire aux Américains une offre qu'ils ne sauront refuser. J'ai hâte d'entendre et de voir comment mes amis à ma gauche vont réagir devant cette pseudo-politique. J'ai bien hâte de voir leur vote de confiance là-dessus.

En ce qui concerne la Société canadienne des pétroles que l'on se propose de créer, le premier ministre a dit des généralités et des banalités, ajoutant que le ministre nous révélerait tout à ce sujet au cours de la prochaine session. Monsieur l'Orateur, je dois m'excuser envers le premier ministre, car j'ai bien peur d'avoir éclaté de rire en l'entendant dire cela. Il va sans dire qu'il y a au moins une chose essentielle que nous devons savoir au sujet de cette société, et il n'y a aucune raison pour que nous ne le sachions pas maintenant. Dans quelles conditions cette société rivalisera-t-elle avec des sociétés privées? Si le gouvernement réfléchit à tout cela, je pense que l'un des ministres pourra répondre à cette question dans le courant du débat d'aujourd'hui.

Il est évident que le fait d'annoncer ce projet de société au milieu d'un discours, sans en définir exactement les attributions et le fonctionnement, ne peut manquer d'avoir un effet dissuasif sur la planification privée en vue de trouver les ressources énergétiques pour l'avenir qui, comme l'a dit le premier ministre, sont si importantes pour notre pays. Mais nous ne savons même pas, monsieur l'Orateur, dans quelle mesure la Société nationale des pétroles proposée sera financée. A une époque où l'expansion continue est une question qui préoccupe tant le premier ministre, comme nous tous, il est insensé de la part du gouvernement de faire naître d'autres incertitudes pour l'industrie en ne répondant pas à des questions aussi essentielles que cela.

La déclaration du premier ministre sur sa politique énergétique nationale va peut-être au-delà des rêves les plus doux de certains, mais cette politique représente un cauchemar pour d'autres, y compris les provinces auxquelles elles n'offrent aucune solution pour résoudre leur problème actuel et pour lesquelles, au cours des années à venir, cette politique ne représente qu'une nouvelle discrimination, une disparité économique accrue et des charges oppressives supplémentaires pour assumer le coût social que représente l'application de cette politique. Ceux qui appuient cette politique deviendront les avocats et les architectes d'une véritable politique qui divise notre pays en deux. Ils appuieront un mouvement vers la disparité régionale pire que nous n'ayons jamais connu, monsieur l'Orateur. Ceux qui l'appuient le feront afin de survivre, que cela représente ou non la fin des espérances de bien des Canadiens car leurs intérêts ont été oubliés.

● (1550)

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Je crois sincèrement que nous n'aurons pas de politique énergétique globale, de politique uniforme—nous n'aurons pas de politique véritablement nationale reposant sur la consultation et la coopération tant que notre gouvernement sera guidé, dans ses décisions, par l'opportunisme politique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Aujourd'hui, comme nous le permet le Règlement, nous offrons à la Chambre l'occasion de mettre un terme à ce règne de l'opportunisme et de retrouver une atmosphère où l'unité nationale n'est pas un jeu politique.